

SNCS-HEBD0 n°51-04

14 décembre 2004

Stoppons les « expérimentations » en cours

Rassemblements des personnels

Le jeudi 16 décembre 2004

Pour l'Île de France au siège du CNRS à 13 h

À côté de la mobilisation de la communauté scientifique pour la Loi d'orientation et de programmation de la recherche (LOPR), depuis plus d'un an, un ensemble de réformes sont mises en chantier : projet Mégie-Larrouturou pour le CNRS, mesures Bréchet pour l'Inserm, restructuration de l'Institut Pasteur à Fresnes, rapprochement de différentes universités. Toutes ces réformes ont la caractéristique d'être menées de façon technocratique et autoritaire, sans consultation des personnels concernés ni des instances consultatives. Les organisations syndicales du CNRS appellent à des rassemblements de personnels, à l'occasion de la prochaine réunion du Conseil d'administration (CA) de l'établissement, pour exiger un arrêt des « expérimentations » et l'ouverture de réelles concertations et négociations sur les réformes à entreprendre. La commission administrative du SNCS a demandé le retrait du projet Larrouturou.

Jacques Fossey, secrétaire général du SNCS

Le gouvernement a beau affirmer qu'il n'a pas donné d'instructions aux établissements sur les réformes, force est de constater que celles-ci fleurissent et qu'elles sont toutes menées tambour battant.

Le gouvernement donne lui-même le mauvais exemple. Il n'attend pas que la LOPR soit votée par le Parlement pour mettre en place l'agence nationale de la recherche (ANR), les pôles de compétitivité, le développement des CDD et une programmation des emplois et des moyens insuffisants au regard des objectifs affichés : 3 % du PIB pour 2010.

Au CNRS, la gouvernance a proposé un projet de réformes qui a été largement présenté mais peu discuté par les personnels et les instances consultatives. Le CA en a pris connaissance, a émis un certain nombre de critiques mais n'a jamais voté la mise en route des réformes.

Nonobstant cet état de fait, le directeur général a lancé des expérimentations. La mise en place des DIR du Sud-Est et du Sud-Ouest, le partenariat avec cinq établissements universitaires dont Louis Pasteur à Strasbourg, la fusion des départements SPM et STIC ainsi que Chimie et SPI ont toutes été mises en route sans que les instances consultatives ou le CA aient donné leur accord. Les objectifs de ces expérimentations n'ont pas plus été discutés avec les intéressés.

Par ailleurs, les directeurs des départements SHS et Chimie se sont lancés dans des regroupements de

laboratoires imposés aux directeurs de ces unités et à leur personnel.

On retrouve le même mépris des formes démocratiques dans la mise en place des très grandes unités (TGU) de l'Inserm, ou dans la restructuration de l'Institut Pasteur, ou encore lors des tentatives de regroupement d'universités. Les instances et les personnels sont-ils consultés sur le bien-fondé des réunifications envisagées entre Paris 9, 6 et 3 ?

Dans tout ce tohu-bohu, on oublie toute logique scientifique. Est-il préférable pour le CNRS d'être organisé sur une base territoriale ou sur une base disciplinaire ? Est-il préférable d'organiser les unités de base sur une logique administrative de grande unité ou sur des petites unités au profil scientifique bien établi et partagé par les personnels ? Faut-il, pour mettre en place un partenariat efficace avec les établissements universitaires, regrouper toutes les unités dans une seule structure administrative quelles que soient les disciplines ?

Voilà une série de questions qui mériterait d'être largement débattue. Les directions d'organisme, comme le gouvernement, doivent avoir l'avis des personnels pour les réformes. Celles-ci doivent être construites ensemble. Cela prend peut-être un peu plus de temps, mais évitera que, par la suite, les réformes proposées soient un échec dont la recherche française ne se relèvera pas.

Venez le dire lors des rassemblements de jeudi prochain.